

LES FANTASMES GÉOPOLITIQUES DU PÉTROLE DANS LES PAYS EN GUERRE... OU PAS

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

La Découverte | « Hérodote »

2014/4 n° 155 | pages 9 à 21

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707183354

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2014-4-page-9.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les fantasmes géopolitiques du pétrole dans les pays en guerre... ou pas

Marc-Antoine Pérouse de Montclos¹

En général, l'analyse géopolitique des conflits entre des États et/ou des acteurs privés insiste beaucoup sur le rôle joué par la compétition pour le contrôle des matières premières. En revanche, elle s'intéresse moins à la façon dont la représentation des enjeux économiques peut aussi influencer, voire déformer, l'analyse des conflits². Parce qu'il s'agit de la ressource naturelle la plus valorisée sur le marché mondial de l'import-export, le pétrole est assez symbolique à cet égard. En effet, il brasse d'énormes volumes d'argent et suscite toutes sortes de fantasmes sur son rôle supposé dans les troubles politiques et le déclenchement des conflits armés. Le phénomène n'est pas nouveau. Bien que le charbon soit resté la source d'énergie dominante jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'or noir excite très tôt les esprits. Dans la préface d'un livre déjà ancien et écrit comme un roman d'espionnage, l'économiste Francis Delaisi compare ainsi les compagnies pétrolières aux dieux de Homère qui lancent les peuples les uns contre les autres, comme on lance des dés en l'air³.

1. Professeur à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

2. Pour une exception qui déconstruit la représentation géopolitique des menaces, des alliances, des collusions, des conflits et des vulnérabilités de l'économie des hydrocarbures, voir J. D. Sidaway, « What is in a gulf? From the "arc of crisis" to the Gulf War », in G. Tuathail et S. Dalby (dir.), *Rethinking Geopolitics*, Routledge, Londres, 1998, p. 224-39.

3. À l'époque, on n'hésite pas non plus à soutenir qu'en 1923 le fameux vendeur d'armes Basil Zaharoff (qui a inspiré l'album de Tintin *L'Oreille cassée*) aurait, à lui seul, réussi à déclencher une guerre entre la Turquie et la Grèce afin de permettre aux Britanniques de s'emparer des gisements du Moyen-Orient en profitant des troubles et de la déliquescence de l'Empire ottoman. Voir A. Zischka, *La Guerre secrète pour le pétrole*, Payot, Paris, 1933, p. 6 et p. 93.

Rendons-nous à l'évidence. Le pétrole est bien entendu l'objet de convoitises. De plus, il s'avère essentiel pour le fonctionnement de la plupart des équipements militaires et il finance très largement l'appareil coercitif des gouvernements des pays producteurs, bien plus que des groupes insurgés, d'ailleurs. Mais la question est de savoir en quoi l'économie politique des hydrocarbures constitue un facteur précipitant pour déclencher des conflits armés ou des coups d'État. Très à la mode, l'analyse malthusienne de la raréfaction des ressources naturelles nourrit en l'occurrence de nombreux fantasmes en la matière. Ainsi, la simple perspective de découverte d'un gisement suffit à agiter les esprits et conduit souvent à surestimer le rôle stratégique des hydrocarbures, y compris dans les pays qui n'ont ni guerre... ni pétrole !

D'Achnacarry à Jérusalem

Historiquement, les théories du complot pétrolier prennent leur source dans un mystérieux château d'Écosse, Achnacarry, où, en 1928, les responsables des principales compagnies du moment, toutes anglo-saxonnes, signèrent une sorte d'accord de Yalta avant l'heure afin de se partager le monde. Conclue à l'occasion d'une simple partie de chasse, cette entente posa les bases d'un cartel initié par l'Anglo-Persian Oil Company (future Anglo-Iranian, aux origines de la British Petroleum), la Standard Oil du New Jersey (aujourd'hui Exxon) et la Royal Dutch Shell, bientôt rejointes par Gulf, Socony (la Standard Oil de New York, maintenant ExxonMobil), la Standard Oil de Californie (qui fusionnera avec Texaco et Gulf pour créer l'actuel Chevron) et Atlantic (Arco, qui sera absorbée par BP). Dans un contexte de dépression des prix, l'objectif des « Sept Sœurs », comme on les appellera après la Seconde Guerre mondiale, était essentiellement de réguler le marché en établissant des quotas de production, en partageant les profits et en organisant l'attribution des concessions. Appelé « Golfe plus », le prix de référence devait désormais être fixé par les coûts d'exploitation du golfe du Mexique, à l'époque principale région de production du monde, auxquels s'ajoutait le transport vers les pays de destination.

Ce système devait cependant s'effondrer avec l'émergence de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole, fondée à Bagdad en 1960), les nationalisations des États producteurs et, finalement, le premier choc pétrolier de 1973. Pour Anthony Sampson [1975, p. 16], la guerre du Yom Kippour fut en réalité la dernière tentative des « Sept Sœurs » de garder leur mainmise sur le marché. Or les compagnies privées échouèrent à reprendre la main. Au cours des années qui suivirent, les entreprises d'État prirent rapidement le contrôle des gisements et leur part des réserves mondiales de pétrole passa de 1 % en 1970 à 59 %

en 1980, pendant que celle des multinationales chutait de 85 % à 12 % [Victor *et al.*, 2012, p. 6]. Aujourd'hui, les compagnies occidentales n'ont plus le pouvoir des cartels d'antan. Parmi les vingt plus grosses sociétés pétrolières du monde, quinze sont désormais des entreprises publiques qui contrôlent plus de 80 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz.

Depuis la fin de la guerre froide, en particulier, la montée en puissance des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et des MINT (Mexique, Indonésie, Nigeria et Turquie), conjuguée à la financiarisation du capitalisme industriel, a contrecarré les tentatives de manipulation des multinationales. L'accord d'Achnacarry est de l'histoire ancienne. À présent, la compétition est beaucoup plus rude. Il y a davantage d'acteurs et les positions monopolistiques se sont érodées. Dorénavant, le soutien des pétroliers à des opposants ou des groupes armés est marginal. Généralement, les initiatives de ce genre proviennent plutôt d'aventuriers, à l'instar de cette petite société privée, Kilimanjaro Capital, qui achète à bas prix des concessions à des gouvernements fantoches et indépendantistes en exil pour le compte du Biafra, du sud-ouest anglophone du Cameroun ou de l'enclave angolaise de Cabinda⁴.

Dans l'esprit de bien des observateurs, le Nord continue néanmoins de dominer le Sud. À les en croire, les multinationales sont donc suspectées de chercher à dicter leurs volontés en suscitant délibérément des troubles dans les pays en développement pour en faire ou défaire les gouvernements suivant les intérêts capitalistes du moment. Historiquement, il y eut certes des précédents, par exemple en 1953 lorsque les compagnies pétrolières occidentales précipitèrent la chute du Premier ministre iranien Mossadegh, qui voulait les nationaliser. Mais les rapports de forces n'ont pas toujours été favorables aux multinationales. Pendant la guerre d'indépendance de l'Algérie à partir de 1954, par exemple, les opérateurs ont été suspectés d'avoir passé un accord secret avec le Front de libération nationale (FLN) pour que ses combattants épargnent les lieux de production, isolés dans le désert [Saul, 2012]. En fait d'ingérence étrangère, on a surtout observé des rivalités locales qui ont parfois abouti à des changements de régime. Au Nigeria, les rivalités entre les ministres du Pétrole, des Finances et des Mines auraient ainsi provoqué le coup d'État qui renversa le général Gowon en 1975 [Turner, 1976].

4. *Africa Confidential*, 20 septembre 2013, p. 10.

Les fantasmes pétroliers dans les pays en guerre

La guerre retient évidemment toute l'attention parmi les nombreux cas de troubles politiques qui agitent les pays en développement. Les fantasmes pétroliers prennent alors toute leur saveur. Entre documentaire et fiction, le fameux auteur du film *Fahrenheit 9/11*, Michael Moore, soutient par exemple que George Bush aurait décidé en 2001 d'envahir l'Afghanistan à l'instigation d'une compagnie pétrolière, Unocal, afin de permettre la construction d'un pipeline stratégique entre le Turkménistan et le Pakistan. L'élimination du régime des talibans à la suite des attentats terroristes du World Trade Center n'aurait finalement été qu'un prétexte pour prendre le contrôle des gisements de la région. La quête de l'or noir expliquerait en effet l'ensemble de la politique extérieure des États-Unis si l'on en croit des auteurs comme William Engdahl [2004] et Stephen Pelletière [2004]. Elle en constituerait en quelque sorte l'épine dorsale, croyance qui imprègne très largement l'opinion publique européenne et arabe depuis l'invasion de l'Irak en 2003 [Zalloum, 2007].

Pour autant, les fantasmes pétroliers ne se limitent pas au comportement belliqueux des grandes puissances. Ils se déclinent également à une échelle plus locale. Régulièrement citée comme un cas d'école, la première « guerre du pétrole » fut sans doute celle du Chaco en 1932-1935. À l'époque, la Bolivie et le Paraguay se disputèrent une portion de territoire que l'on pensait riche en gisements. Un espoir déçu, en l'occurrence : victorieuse, la Bolivie y trouva très peu d'huile et ne parvint à y exploiter du gaz que soixante ans plus tard, à partir de 1996. Les adeptes du complot pétrolier arguent ainsi que la réalité des intentions et des convoitises ne peut pas se juger à l'échec d'une opération militaire ou d'une campagne de prospection. Selon eux, par exemple, l'échec des États-Unis à monopoliser le marché irakien ne prouve pas que le président George Bush ne visait pas à s'emparer des gisements de la région lorsqu'il a décidé d'attaquer la dictature de Saddam Hussein en 2003. Simplement, les Américains ne réussirent pas à récupérer les concessions, qui revinrent pour l'essentiel à leurs concurrents chinois, russes et britanniques. Aujourd'hui, l'Irak vend davantage de pétrole à l'Inde et à la Chine qu'aux États-Unis. Et sa partition obéit à des dynamiques locales et régionales qui ne répondent clairement pas aux visées américaines.

Le Moyen-Orient n'est certainement pas le seul théâtre d'opération où l'on surestime le rôle des hydrocarbures dans les conflits armés. Hantée par l'image du partage de Berlin et de la course au clocher, l'Afrique subsaharienne en fournit aussi de belles illustrations [Ghazvinian, 2007]. Tony Hodges [2001, p. 137] affirme par exemple que le pétrole fut l'« ultime enjeu » de la guerre civile en Angola, une des plus longues du continent puisqu'elle démarra dans les années 1960 contre le colonisateur portugais et se poursuivit après l'indépendance en

1975, cette fois entre le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) jusqu'au début des années 2000. Pourtant, l'insurrection s'est d'abord propagée à une époque où il n'était pas question d'exploitation diamantifère ou pétrolière, mais de café et de coton. En effet, la colonie portugaise reposait sur une économie de plantations qui exportait essentiellement des produits agricoles, et non des minerais ou des hydrocarbures. En plein développement, l'industrie fournissait également un quart du produit intérieur brut juste avant l'indépendance en 1975. C'est la guerre entre le MPLA et l'UNITA qui réduisit à néant les secteurs agricole et industriel, laissant au pétrole le soin d'assurer les rentrées en devises du pays pour financer la quasi-totalité du budget de l'État. Autrement dit, remarque Christopher Cramer [2006, p. 150], ce n'est pas le pétrole qui a provoqué la guerre, mais la guerre qui a consacré le tout-pétrole : un cheminement inverse au scénario habituellement retenu par les théoriciens de la « malédiction des ressources ».

Autre cas de guerre civile parmi les plus longues qu'ait connues le continent africain, le Sud-Soudan a également fait l'objet d'une relecture anachronique dans un pays où le pétrole a été mis en production en 1999. Aucun gisement n'avait été découvert lors de la première phase de l'insurrection, entre 1956 et 1972. Quand la guerre a repris sous l'égide de la Sudan People's Liberation Army (SPLA) de John Garang en 1983, le Soudan continuait d'importer sa consommation de pétrole. Construite à Port-Soudan par Shell-BP en 1964, son unique raffinerie ne pouvait pas traiter de brut pour l'exportation. La guerre obligea d'ailleurs la dictature de Gaafar Nimeiry à renoncer à la construction d'une deuxième raffinerie à Kosti, dans le Nord, plutôt qu'à Bentiu dans le Sud, localisation qu'auraient préférée les rebelles. À l'époque, les rares compagnies pétrolières présentes dans le pays n'en étaient qu'au stade de l'exploration. Or la SPLA s'empressa de mettre un terme à leurs activités en les empêchant d'achever le pipeline qui aurait pu, un jour, convoyer le pétrole du Sud vers le Nord. Dans la région de Bentiu, les rebelles attaquèrent ainsi les bases de Chevron en décembre 1983 et de Total en février 1984, tuant trois expatriés et chassant *de facto* les multinationales du pétrole.

Pour la SPLA, il aurait de toute façon été difficile de mobiliser des combattants pour prendre le contrôle d'une ressource exploitable... dans un avenir plus ou moins lointain. Les populations du Sud avaient l'habitude de se battre pour des questions beaucoup plus concrètes, qui affectaient directement leur vie quotidienne : accès à la terre, à l'eau, aux pâturages pour le bétail, etc. Elles ne se sont pas soulevées pour mettre la main sur un pétrole hypothétique mais pour affirmer leurs différences culturelles, religieuses et politiques dans le cadre d'un nouveau Soudan où elles auraient pu échapper au joug des musulmans au pouvoir à Khartoum. Sur le plan économique, les guérilleros qui, en 1983, rejoignirent les mutins de John Garang pour mener la lutte depuis l'Éthiopie se préoccupèrent

surtout d'arrêter la construction du canal du Jonglei, formidable chantier mené par des compagnies françaises afin d'irriguer les terres agricoles du nord du Soudan en puisant de l'eau dans les marécages du Nil au Sud. Autrement dit, le pétrole n'a même pas pu financer les opérations militaires du gouvernement jusqu'à ce que le gisement de Heglig commence à exporter sa production vers la mer Rouge grâce à un pipeline inauguré en mai 1999. Depuis lors, l'économie des hydrocarbures a certes pris une place centrale dans la politique soudanaise. Cependant, résume Peter Woodward, « le pétrole n'a pas été à l'origine du conflit, tout au plus a-t-il pu jeter de l'huile sur le feu » [2008, p. 107].

On pourrait en dire autant de la guerre de sécession du Biafra qui, au Nigeria de mai 1967 à janvier 1970, se termina par un blocus militaire, une famine et une des plus crises humanitaires les plus meurtrières du continent, en l'occurrence dans le pays le plus peuplé d'Afrique. Menée par les Ibo du colonel Odumegwu Ojukwu dans la région Est, l'insurrection contre la junte de Yakubu Gowon démarra avant le boom pétrolier de la décennie suivante. À l'époque, le Nigeria extrayait très peu de pétrole et n'avait aucune idée du potentiel qu'il recelait et qui allait en faire le premier producteur d'Afrique, Shell ayant pris soin de minimiser l'estimation de ses réserves, délibérément divisées par deux afin de réduire sa facture fiscale [Gould, 2011, p. xvi]. Chrétiens, les Ibo de la région Est, où se trouvaient les gisements, proclamèrent en fait l'indépendance du Biafra à la suite de pogroms perpétrés contre eux par les musulmans du Nord en 1966. Convaincus qu'ils ne pourraient plus vivre dans un Nigeria uni, ils revinrent par centaines de milliers sur leurs terres d'origine, bien décidés à se battre pour leur survie, et non pour obtenir d'hypothétiques royalties et servir l'agenda caché des capitalistes.

Des auteurs estiment néanmoins que, « sans la découverte de gigantesques réserves de pétrole, les sécessionnistes n'auraient pas pris le risque de proclamer l'indépendance » [Ikein et Briggs-Anigboh, 1998, p. 294]. L'or noir devait garantir la viabilité de la république du Biafra et certains chercheurs ne mentionnent même pas les pogroms de 1966 comme étant à l'origine du conflit [Thurber *et al.*, 2010, p. 9]. En pleine guerre froide, un pareil raisonnement fut notamment développé par un professeur russe qui, en poste à Moscou, mérite d'être cité *in extenso* [Arbatov, 1986, p. 35]. Selon lui :

Il est quasiment impossible que les Ibo aient décidé de prendre les armes en réaction aux massacres dont ils avaient été victimes dans le Nord en 1966, sachant qu'ils avaient très peu de chances de remporter une victoire militaire. La vraie raison de leur combat fut de s'emparer des gisements de la région Est. Ainsi, le gouvernement nigérian n'a d'abord pas réagi à la déclaration d'indépendance des sécessionnistes. Il a attendu jusqu'en juillet 1967, plus d'un mois après, pour intervenir militairement quand la Shell, principal exploitant de l'époque, a fini par accepter de payer des royalties aux autorités du Biafra. Autre preuve, le Nigeria a commencé à attaquer

les rebelles **seulement après la guerre des Six Jours en juin 1967**. En effet, celle-ci a provoqué un embargo des pays arabes producteurs contre les pays consommateurs qui soutenaient Israël, renouvelant leur intérêt pour les régions pétrolifères du Nigeria [ma traduction].

En bref, la tentative de sécession biafraise témoignerait d'abord des manipulations des grandes puissances, des arrangements machiavéliques des compagnies pétrolières et de l'espoir déraisonnable que l'or noir suscita chez le colonel Odumegwu Ojukwu pour le pousser à proclamer l'indépendance du Biafra. Le contrôle des gisements aurait ainsi été le véritable enjeu et déclencheur du conflit, même si **la production s'effondra et ne permit pas de financer les belligérants pendant toute la durée des hostilités**. À en croire cette école de pensée, l'odeur du pétrole fut finalement si alléchante qu'elle poussa hommes, femmes et enfants à prendre les armes et à mourir au combat contre un ennemi supérieur en nombre, non pas parce qu'ils craignaient d'être victimes d'un génocide, explication d'une banalité déconcertante, mais parce qu'ils espéraient mettre la main sur des réserves dont ils ne connaissaient pas l'ampleur ! Pour les fédéraux, une telle analyse a un grand mérite : en imputant la tentative de sécession des Biafrais à la cupidité plutôt qu'à une lutte de survie, elle permet d'occulter la responsabilité du gouvernement nigérian dans les pogroms et les crimes contre l'humanité qui accompagnèrent les hostilités⁵.

Les fantasmes pétroliers dans les pays... sans pétrole

Le comble de l'absurdité du grand complot pétrolier atteint surtout les pays... sans pétrole. Beaucoup d'analystes confondent en effet les « réserves récupérables » avec les « ressources en hydrocarbures », qui désignent des quantités et des « volumes en place » sans préjuger de leur accessibilité et de leur prix de revient. En réalité, on peut parfaitement trouver du pétrole qui n'est pas économiquement exploitable, ou bien faire l'hypothèse géologique de la présence de gisements qui ne seront jamais confirmés par des efforts de prospection et d'exploration. Dans tous les cas, il convient de ne pas surestimer les convoitises des belligérants pour des ressources potentielles dont les revenus ne sont envisageables qu'à une échéance plus ou moins lointaine.

5. Voir par exemple le récit qu'en fait un ancien officier colonial britannique proche de la junte de Yakubu Gowon : Rex Niven, *The War of Nigerian Unity, 1967-1970*, Rowman and Littlefield, Totowa (N.J.), 1970, p. 104.

À l'instar du Soudan ou de l'Angola, le Tchad a ainsi fait l'objet d'une relecture rétrospective des guerres civiles qui ont jalonné l'histoire post-indépendance d'un pays où le pétrole fut mis en production... à partir de 2003. Peu avant son assassinat en 1975, le président François Tombalbaye avait déjà laissé entendre que l'armée complotait contre lui pour mettre la main sur le gisement de Doba, découvert deux ans auparavant [Petry et Bambe, 2005, p. 20]. Par la suite, Hissène Habré a été suspecté d'être soutenu par les compagnies pétrolières américaines contre son rival Idriss Déby, qui aurait reçu l'appui d'Elf pour s'emparer du pouvoir en 1990. En réalité, les ressorts du conflit ont d'abord été locaux, quoi qu'il en soit des soutiens extérieurs. La guérilla du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) s'est développée dans le nord désertique du pays grâce à l'appui de la Libye, de 1966 à 1980, et non dans le Sud agricole où se trouvaient les gisements. Le pétrole n'a financé aucun des belligérants pendant toute la durée du conflit. Au contraire, le Tchad a largement échappé aux ravages des guerres civiles depuis qu'il a commencé à exploiter du pétrole en 2003.

Dans les pays en proie à des troubles politiques, la phase d'exploration pétrolière agite pourtant les esprits même quand elle ne débouche pas sur la découverte de gisements rentables. Dans l'archipel de São Tomé et Príncipe, par exemple, le pétrole n'a jamais été mis en exploitation mais il a servi à expliquer la tentative de coup d'État avorté de 2003 [Seibert, 2003]. En Somalie, on n'a pas non plus trouvé de gisements intéressants. Destinée à sécuriser l'aide alimentaire pour les victimes de la grande famine de Baidoa en 1992, l'intervention militaire des Américains, appelée *Operation Restore Hope* («Rendre l'espoir»), n'en a pas moins été rebaptisée *Operation Restore Oil*, ce qui était aussi une façon de remettre en cause son désintéressement «humanitaire» pour les seigneurs de guerre responsables des pillages. Au Darfour à partir de 2003, tant les rebelles que le gouvernement soudanais ont également imputé le conflit à d'hypothétiques réserves de pétrole dont les pétroliers eux-mêmes n'avaient jamais entendu parler! Quant au président de la Centrafrique au moment de sa chute en 2013, il a prétendu que les insurgés étaient soutenus par des compagnies qui voulaient mettre la main sur des gisements... invisibles. Évidemment, il aurait été moins facile d'admettre publiquement que les rebelles voulaient démettre un régime frauduleux et corrompu⁶.

En Afrique, le Sahel est aujourd'hui la zone qui retient toute l'attention. Elle ne manque donc pas de théories du complot pétrolier. Appliquant la grille de lecture en usage au moment de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, certains auteurs estiment ainsi que la lutte contre le terrorisme vise en fait à justifier des interventions militaires en vue de mettre la main sur les gisements de (petits) pays

6. *Le Monde*, 10 janvier 2013, p. 5.

producteurs comme la Mauritanie, le Niger, le Cameroun ou le Tchad [Obi, 2006 ; McDougall, 2007]. Avec l'opération Serval contre Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et les groupes djihadistes au pouvoir dans le nord du Mali en 2013, la France a par exemple été accusée de vouloir s'emparer des ressources pétrolières d'une région où l'on n'a trouvé aucun gisement commercialement exploitable. Quitte à s'intéresser aux motivations économiques d'une intervention militaire, il eût été plus raisonnable de penser que l'Élysée avait voulu contenir la menace terroriste pour, entre autres, sécuriser les mines d'uranium qui se situaient à Arlit, au Niger voisin, et qui étaient nécessaires à l'approvisionnement des centrales nucléaires françaises. Mais on voit mal un pays comme la France, en pleine crise économique, accepter de déboursier des centaines de millions d'euros pour envoyer 3 500 soldats contrôler des gisements de pétrole inexploitable au nord de Tombouctou et, en même temps, protéger des mines d'uranium en exploitation... à plus de 1 000 kilomètres de là, au Niger.

Au Sahel, l'Algérie fait partie des autres grandes puissances régionales que l'on retrouve sur le banc des accusés. Selon certains journalistes, elle aurait délibérément suscité des troubles sur sa frontière sud afin de préserver sa chasse gardée parce que les pétroliers français convoitaient le gisement du bassin de Taoudeni, à cheval entre la Mauritanie, l'Algérie et le Mali [Beau, 2013, p. 51]. Pour d'autres, AQMI ne serait même qu'une excroissance des services de sécurité de l'armée algérienne dans le cadre de luttes internes pour le contrôle de la manne pétrolière à Alger, opposant le président Abdelaziz Bouteflika au clan du général Mohammed « Tewfik » Médiène et à l'alliance que celui-ci avait conclue avec des compagnies pétrolières américaines comme Anadarko et Brown & Root Condor, en l'occurrence contre les Russes et les Français [Gèze et Mellah, 2007]. Dans toute théorie du complot, il faut bien que les États-Unis apparaissent à un moment ou à un autre. Aujourd'hui, la rumeur leur porte davantage d'attention dans le nord du Nigeria, où la CIA est suspectée de soutenir la secte islamiste Boko Haram afin de déstabiliser le gouvernement du président Goodluck Jonathan, de justifier le déploiement de troupes américaines et de mettre la main sur les gisements de pétrole qui se trouvent dans le bassin du lac Tchad et qui pourraient peut-être avoir des prolongements (non confirmés) dans la région nigérienne du Borno.

Le pétrole et la guerre : quelle analyse ?

Les spéculations politiques autour des questions pétrolières répondent à différentes logiques. Elles peuvent servir à réhabiliter des régimes illégitimes, comme en Centrafrique en 2013, ou à provoquer un regain de nationalisme contre les velléités d'occupation de l'étranger, à l'instar de l'Irak avant l'invasion américaine

de 2003. Les théories du complot pétrolier permettent notamment de dédouaner les acteurs locaux de leurs responsabilités dans les violences. En Afrique subsaharienne, en particulier, elles répondent parfaitement aux croyances dans la sorcellerie et le pouvoir des forces invisibles. Mais, évidemment, les procès d'intention et les spéculations compliquent singulièrement l'analyse du rôle du pétrole dans les conflits armés.

Distinguons deux cas de figure à cet égard. Dans les régions qui ne produisent pas d'hydrocarbures, d'abord, il paraît assez vain de spéculer sur les convoitises que susciteraient des gisements à découvrir, sans même qu'on sache s'ils sont rentables. Mais il en va différemment dans les pays producteurs et, surtout, exportateurs. En pareil cas, il convient alors de distinguer le rôle du pétrole dans le déclenchement d'un conflit, d'une part, et dans son prolongement, d'autre part. Les hydrocarbures, on le sait, permettent de financer les belligérants (essentiellement du côté gouvernemental) et de faire fonctionner les équipements militaires (dans tous les camps, rebelles compris). En Angola pendant la guerre, par exemple, la compagnie nationale des pétroles, Sonangol, ne s'est pas contentée d'alimenter le budget de l'État en vendant du pétrole, en reversant des bonus ou en payant des taxes. En gageant la production pétrolière, elle a également permis à un régime communiste de rassurer les banques, de lever des fonds sur les marchés internationaux et de se procurer des armes en contournant l'embargo des Nations unies par le biais de sociétés écran [Heller, 2012].

À cet égard, les exportations d'hydrocarbures ont certainement pu contribuer à prolonger les hostilités. Tant en Angola en 1960 qu'au Nigeria en 1967, le conflit n'a pas démarré à cause du pétrole. Mais la tentative de sécession biafraise a duré trois ans, tandis que la guerre civile angolaise s'est éternisée pendant plus de quatre décennies, nourrie par les revenus du pétrole du côté gouvernemental (et du diamant du côté des rebelles). Au Nigeria, les gisements étaient *onshore* et inexploitable car situés dans les zones de combat. En Angola, ils étaient *offshore* et ils ont permis de financer l'effort de guerre du MPLA après l'indépendance. Une telle situation explique d'ailleurs que les performances de la Sonangol soient maintenant bien meilleures que celles de son équivalent au Nigeria, la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), qui est née après la fin du conflit biafraise et qui sert essentiellement à détourner les fonds de la rente sans les réinvestir dans le pays. En effet, la petite élite créole et urbaine au pouvoir à Luanda est restée davantage soudée dans sa volonté de survivre et de gagner une guerre longue contre les rebelles de l'UNITA, qui ont contrôlé jusqu'à 70 % du territoire angolais. Dans un pays moins peuplé que le Nigeria, Sonangol a donc redistribué la rente à des clientèles soucieuses de préserver l'unité nationale et pas seulement de se remplir les poches.

Le rôle du pétrole est en revanche beaucoup moins évident lorsqu'il s'agit d'étudier les facteurs de déclenchement d'un conflit et les ressorts de la

mobilisation des combattants. Dans les pays en développement, en particulier, les guerres civiles opposent généralement des groupes qui se battent d'abord pour la terre et l'accès à des ressources essentielles à leur survie quotidienne : eau, produits agricoles, droits de pêche ou de pâturage... Les ressources minérales suscitent moins directement leurs convoitises. L'industrie pétrolière, notamment, est très capitalistique et élitiste. Son contrôle peut motiver des chefs de guerre, beaucoup plus que les combattants de base. Mais c'est essentiellement le partage de la rente qui excite les convoitises, et non le pétrole en tant que tel. À cet égard, Macartan Humphreys [2005] rappelle utilement que les ressources naturelles déjà exploitées sont beaucoup plus importantes que celles à venir pour expliquer la logique des conflits. En d'autres termes, les gens se battent pour obtenir immédiatement leur part de la rente, et non pour mettre la main sur d'hypothétiques revenus à tirer de l'exploitation future de gisements d'hydrocarbures.

Pour revenir sur le cas de la guerre du Biafra, par exemple, il s'avère que la question du partage de la rente pétrolière a été un point de contentieux « parmi beaucoup d'autres » [Mochizuki, 2009, p. 210]. Mais la sécession a essentiellement été décidée en réaction aux pogroms de 1966, qui avaient convaincu les Ibo d'engager une lutte à mort pour leur survie. « Le pétrole a compliqué et intensifié le conflit, mais il n'en a pas été la cause » [Diamond, 2007, p. 357]. En bref, il a été un facteur précipitant, mais certainement pas structurant à une époque où les hydrocarbures représentaient une part négligeable de l'économie nigériane. Ugo Nwokeji [2007, p. 58] résume parfaitement la situation dans une petite note de synthèse :

Prétendre que le pétrole a été la principale cause de la guerre du Biafra, c'est réécrire l'histoire... Une telle hypothèse relève de l'anachronisme... Le pétrole n'a jamais été l'élément central du conflit et il n'était même pas présent à l'esprit de la plupart des protagonistes au début de la crise. La guerre a eu des fondements beaucoup plus anciens que le pétrole [qui venait tout juste d'être découvert, à peine dix ans avant la tentative de sécession des Ibo de la région Est].

De ce point de vue, il convient d'éviter les analyses déterministes et de ne pas confondre les corrélations avec des liens de causalité. Ce n'est pas parce qu'un pays produit du pétrole qu'il va forcément entrer en guerre. Et ce n'est pas non plus parce qu'il produit du pétrole et qu'il entre en guerre que l'un aurait automatiquement entraîné l'autre. Les coïncidences ne prouvent rien. En Indonésie, par exemple, le Mouvement de libération d'Aceh (GAM) est né en 1976, peu avant que Mobil ne mette en exploitation un vaste gisement de gaz naturel. Son fondateur, Hasan di Tiro, était lui-même un homme d'affaires qui n'avait pas réussi à obtenir de contrat pour la construction de l'usine de transformation gazière, qui fut la première cible de ses attaques [Ross, 2004]. Pour autant, la rébellion indépendantiste d'Aceh n'a pas été animée par la question des hydrocarbures.

Elle traduisait bien davantage la demande d'autonomie d'un peuple insulaire qui voulait préserver son identité culturelle et religieuse face à l'hégémonie lointaine et militarisée du pouvoir à Jakarta.

De fait, le pétrole n'est qu'un facteur de conflit parmi d'autres dans les pays producteurs et exportateurs. L'immense richesse qu'il génère suscite évidemment les convoitises. Mais cela ne suffit pas à provoquer des guerres. En effet, **le pétrole doit être raffiné avant d'acquérir son caractère explosif**. L'analyse géopolitique des conflits armés devrait donc se focaliser davantage sur les ingrédients du catalyseur. Avec toutefois un regret : les fantasmes pétroliers fournissent de bien belles histoires.

Bibliographie

- ARBATOV A. (1986), « Oil as a factor in strategic policy and action: past and present », in WESTING A. (dir.), *Global Resources and International Conflict: Environmental Factors in Strategic Policy and Action*, Oxford University Press, Oxford.
- BEAU N. (2013), *Papa Hollande au Mali: chronique d'un fiasco annoncé*, Balland, Paris.
- CRAMER C. (2006), *Civil War Is Not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*, Hurst, Londres.
- DIAMOND S. (2007), « Who killed Biafra? », *Dialectical Anthropology* vol. 31, n° 1.
- ENGDahl W. (2004), *A Century of War: Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, Pluto Press, Londres.
- GÈZE F. et MELLAH S. (2007), *AQMI ou la très étrange histoire du GSPC algérien*, Algeria Watch, Berlin.
- GHAZVINIAN J. (2007), *Untapped. The Scramble for Africa's Oil*, Harcourt, Orlando.
- GOULD M. (2011), *The Struggle for Modern Nigeria. The Biafran War, 1966-1970*, IB Tauris, Londres.
- HELLER P. (2012), « Angola's Sonangol: dexterous right hand of the state », in VICTOR D., HULTS D. et THURBER M. (dir.), *Oil and Governance. State-Owned Enterprises and the World Energy Supply*, Cambridge University Press, Cambridge, p. 836-884.
- HODGES T. (2001), *Angola: from Afro-Stalinism to Petro-Diamond Capitalism*, James Currey, Oxford.
- HUMPHREYS M. (2005), « Natural resources, conflict, and conflict resolution: uncovering the mechanisms », *The Journal of Conflict Resolution* vol. 49, n° 4, p. 508-537.
- IKEIN A. et BRIGGS-ANIGBOH C. (1998), *Oil and Fiscal Federalism in Nigeria: the Political Economy Of Resource Allocation in a Developing Country*, Ashgate, Aldershot.
- MCDougall A. (2007), « In the eye of the beholder: provocation, promise and prayer in the Sahara-Sahel », *Journal of Contemporary African Studies* vol. 25, n° 1, p. 1-15.
- MOCHIZUKI K. (2009), « Opposition movements and the youth in Nigeria's oil-producing area: an inquiry into framing », in SHIGETOMI Sh. et MAKINO K. (dir.), *Protest and Social Movements in the Developing World*, Edward Elgar, Cheltenham.

- NWOKEJI U. (2007), *The Nigerian National Petroleum Corporation and the Development of the Nigerian Oil and Gas Industry. History, Strategies and Current Directions*, Rice University, Houston (TX), James A. Baker III Institute for Public Policy.
- OBI C. (2006), «Terrorism in West Africa: real, emerging or imagined threats?», *African Security Review* vol. 15, n° 3, p. 87-101.
- PELLETIÈRE S. (2004), *America's Oil Wars*, Praeger Publishers, Westport (Conn.).
- PETRY M. et BAMBE N. (2005), *Le Pétrole du Tchad. Rêve ou cauchemar pour les populations ?*, Karthala, Paris.
- ROSS M. L. (2004), «How do natural resources influence civil war? Evidence from thirteen cases», *International Organization* vol. 58, n° 1, p. 35-67.
- SAMPSON A. (1975), *The Seven Sisters. The Great Oil Companies and the World They Made*, Viking Press, New York.
- SAUL S. (2012), «Le pétrole a-t-il été sanctuarisé durant la guerre d'Algérie?», in BELTRAN A. (dir.), *Le Pétrole et la guerre*, Peter Lang, Bruxelles, p. 159-187.
- SEIBERT G. (2003), *Coup d'état in São Tomé e Príncipe: Domestic Causes, the Role of Oil and Former 'Buffalo' Battalion Soldiers*, Institute for Security Studies, Pretoria, Paper n° 81.
- THURBER M., EMELIFE I. et HELLER P. (2010), *NNPC and Nigeria's Oil Patronage Ecosystem*, Stanford University, Freeman Spogli Institute For International Studies.
- TURNER T. (1976), «Multinational corporations and the instability of the Nigerian State», *Review of African Political Economy*, n° 5, p. 63-79.
- VICTOR D., HULTS D. et THURBER M. (dir.) (2012), *Oil and Governance. State-Owned Enterprises and the World Energy Supply*, Cambridge University Press, Cambridge.
- WOODWARD P. (2008), «Politics and oil in Sudan», in OMEJE K. (dir.), *Extractive Economies and Conflicts in the Global South: Multi-Regional Perspectives on Rentier Politics*, Ashgate, Aldershot.
- ZALLOUM A. (2007), *Oil Crusades: America Through Arab Eyes*, Pluto, Londres.